

Pourquoi cette pétition ?

Candidate aux élections régionales, Valérie Péresse s'est engagée à soutenir l'agriculture biologique en Île de France et à ouvrir les instances agricoles régionales : elle a notamment signé la [Charte d'engagement du Groupement des Agriculteurs Biologiques d'Île de France](#), ainsi que [deux courriers adressés au Réseau AMAP IDF¹](#) affirmant entre autres choses « si je suis élue, je m'engage à ce que le Réseau soit représenté [au] CA de l'AEV² et au Comité Installation et transmission³.

Alors qu'une écrasante majorité de français (87%⁴) souhaite que la politique agricole favorise les "petites exploitations qui privilégient la qualité des produits" et que le nombre de produits bio consommés augmente vertigineusement chaque année (+14,7%⁵ entre 2014 et 2015), ces promesses de Valérie Péresse ont suscité de nombreuses attentes dans la population francilienne.

Pourtant, le Conseil Régional d'Île de France a voté son nouveau budget en avril dernier, et, si le montant total alloué à l'agriculture est en hausse, la proportion consacrée à l'agriculture paysanne et biologique est, quant à elle, en chute libre. Et c'est une coupe budgétaire drastique de 500 000€ en frais de fonctionnement pour l'animation du Plan Bio qui a ainsi été actée. Cette ligne budgétaire permet de soutenir les structures essentielles à l'animation de l'agriculture biologique et paysanne de demain qui œuvrent quotidiennement pour son développement : éveil des vocations, formations pour les futurs paysans, accompagnement des paysans installés, préparation des transmissions de fermes en agriculture biologique et citoyenne, conception et accompagnement des projets d'installation portés par les collectivités locales franciliennes. Autant de projets concrets sur nos territoires qui auront du mal à voir le jour sans le soutien réel des politiques publiques en faveur d'une agriculture biologique et paysanne, une agriculture pérenne sur le plan économique, environnemental et social.

Cette situation ne se limite d'ailleurs pas à la seule région Île de France. Le nouvel exécutif des régions Rhône Alpes Auvergne et PACA a ainsi voté la non-reconduction de subventions allouées aux structures d'accompagnement d'une agriculture biologique et paysanne. C'est pourquoi il nous semble urgent d'agir avant d'être dans l'obligation de réagir.

Malgré de très nombreuses sollicitations depuis les élections, ni Valérie Péresse, ni Anne Chain-Larché, Vice-Présidente à l'agriculture, ne répondent aux demandes d'explications du Réseau des AMAP IDF sur ces coupes prévues dans le budget. Le Réseau des AMAP IDF au sein du Pôle Abiosol propose depuis 2009 un accompagnement des porteurs de projets à

¹ AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

² AEV : [Agence des Espaces Verts](#) est un outil du Conseil régional pour acheter du foncier agricole, naturel et forestier afin de le préserver de l'urbanisation

³ CRIT : Le comité régional installation transmission est co-piloté par l'État et la Région. Il a pour mission de définir la stratégie régionale en matière d'installation et de transmission, d'en suivre la mise en œuvre

⁴ Sondage Odoxa pour Le Parisien, février 2015

⁵ Chiffres Agence Bio:

http://www.agencebio.org/sites/default/files/upload/dp_agencebio_def.pdf



l'installation agricole et a ainsi accompagné une dizaine d'installations chaque année. Il n'y a pas d'équivalent à ce partenariat pour proposer un accompagnement des projets d'installation en agriculture biologique de proximité.

Aujourd'hui, nous souhaitons rappeler la majorité régionale à ses engagements de campagne et exiger la mise en œuvre de mesures claires pour :

- assurer la continuité de la mise en œuvre du Plan Bio Etat- Région 2014 - 2020 à la hauteur des ambitions affichées à sa signature, avec des fonds d'animation augmentés permettant ainsi d'engager une vraie transition écologique
- ouvrir la gouvernance agricole et alimentaire francilienne, notamment le Comité Régional Installation et Transmission et le Conseil d'administration de l'Agence des Espaces verts
- donner les moyens à l'Agence des Espaces Verts et aux communes d'acquérir du foncier agricole pour des projets biologiques intégrés au territoire

Ainsi, nous invitons tous les citoyens soucieux de leur alimentation, de leur santé, de la préservation des sols, de l'eau, de l'air, des ressources énergétiques, des conditions de travail et de vie des agriculteurs, à **demander à travers la signature de cette pétition** le soutien de l'agriculture biologique, paysanne et citoyenne dans la prochaine stratégie régionale qui sera votée à l'automne, et ce à la hauteur des perspectives qu'elle porte pour l'avenir : renouvellement de la génération agricole, relocalisation de la production alimentaire pour les populations (notamment les cantines scolaires), accès à une alimentation saine et de qualité pour tous, préservation de la fertilité des sols et de notre environnement, création d'emplois locaux et durables, pérennisation économique, sensibilisation des jeunes à l'agriculture et l'alimentation.

